

Monde68

Parce que l'international n'est pas une affaire étrangère

Note de recherche étudiante, numéro 5, octobre 2017

Comment expliquer le Brexit ? Deux pistes.

Guillaume Gervais-Johnson & Gabrielle Landry

Étudiants en sciences humaines au collège Jean-de-Brébeuf

L'objectif d'une Union Européenne se résume dans le dicton populaire « l'union fait la force ». Le fleurissement du rêve d'une Europe Unie jusqu'à sa fécondation en 1957 par le traité de Rome nous prouve que l'Union Européenne (UE) ainsi que ses enjeux évoluent en parallèle de la société et des conflits internationaux. Dans le contexte de la crise de migration, de l'instabilité économique européenne et de la montée du populisme à l'échelle mondiale, plusieurs questions se présentent à nous. Fondamentalement, quelle est l'implication de chaque État dans l'UE ? L'UE est-elle une alliance politique, économique et diplomatique entre les États ou est-elle une entité supra-étatique ayant le pouvoir d'intervenir dans les affaires nationales ? Cette base même de l'Union Européenne ne fait pas consensus parmi ses membres. Dans le cas du Brexit, deux hypothèses pour justifier ce dernier s'offrent ainsi à nous : le Brexit est-il une question de politique et de sécurité interne anglaise contre le reste de l'Europe et l'influence de l'UE, ou le Brexit est-il simplement la suite logique d'une implication gênée de la Grande-Bretagne depuis la naissance de l'Union Européenne ?

Le Brexit : la politique interne anglaise versus le reste de l'Europe et l'influence de l'UE

L'une des théories les plus défendues par la jeune génération anglaise et la communauté internationale

affirme que le Brexit est une réaction en chaîne de la montée de la xénophobie et du populisme. Avec le sensationnalisme médiatique sur la crise des migrants et la fausse croyance d'une corrélation entre l'afflux de migrants et le terrorisme, le blindage des frontières est un phénomène plutôt observable à l'échelle internationale. Il ne suffit que de jeter un coup d'œil à nos voisins du sud et leur rêve d'un mur entre les États-Unis et la frontière mexicaine. La peur de l'autre et de la différence s'est transformée en enjeux de sécurité et de qualité de vie, et c'est cette hypothèse que nous tenterons d'aborder dans la première partie de cet article. Supposons donc, en premier lieu, **que le Brexit est une question de politique et de sécurité interne anglaise contre le reste de l'Europe et l'influence de l'UE**. Nous aborderons donc le portrait d'un Brexit irrationnel, causé par la peur de l'autre et la montée du populisme et de la xénophobie.

Dans la foulée du débat sur la place du Royaume-Uni dans l'UE pré-Brexit, l'un des arguments majeurs du parti *Leave* est que le Royaume-Uni aurait plus de contrôle sur les immigrants provenant du reste de l'Europe en étant hors de l'UE. Plusieurs Anglais étaient, et sont toujours, fortement concernés par les taux de nouveaux arrivants au Royaume-Uni, car ceux-ci pourraient affecter leur facilité à trouver un emploi, le taux de chômage et la qualité de vie générale des

Anglais¹. Ceci pourrait, a priori, sembler être un argument social rationnel. Il n'est effectivement pas faux de dire que l'immigration a connu une montée fulgurante depuis les 20 dernières années au Royaume-Uni et qu'une fraction considérable de cette montée est accordable aux autres pays de l'UE et à la question des quotas d'immigration, tout particulièrement depuis 2004. Le nombre de migrants issus du reste de l'Europe vers le Royaume-Uni a triplé de 1995 à 2015². Toutefois, il est prouvé par plusieurs études, notamment celle de Centre of Economic Performance (2016), que l'immigration n'a pas de conséquences néfastes sur l'économie ou la qualité de vie des Anglais. En effet, la réalité est toute autre : les nouveaux arrivants augmentent le revenu national³. Si l'immigration n'a pas de réelles conséquences néfastes sur la qualité de vie et l'économie anglaise, nous ne pouvons toutefois pas nier la présence d'une insécurité économique criante dans les pays occidentaux, incluant le Royaume-Uni. Comment se fait-il alors que, si, dans les faits, l'immigration n'est pas la cause d'une instabilité économique et politique, nous justifions le Brexit avec une telle thèse ? Si nous n'avons pas de preuve tangible et concrète que les mœurs de notre société sont issues de l'immigration, et de l'immigration seulement, nous devons donc nous tourner vers une explication plus philosophique : la xénophobie et la montée du populisme.

Qu'est-ce que le populisme ? Le populisme est au cœur de trois valeurs : l'anti-establishment, l'anti-autorité et le nationalisme⁴. Premièrement, le populisme

comprend une vision cynique des institutions, par exemple, l'Union Européenne. Deuxièmement, le mouvement populiste aime se rattacher à un leader charismatique, autoritaire et non conventionnel, par exemple, Trump, ou encore, Boris Johnson. Finalement, le discours nationaliste prône le pouvoir du peuple moyen, ordinaire, et une forte xénophobie. On se porte donc à se demander : pourquoi la montée du populisme des pays occidentaux, plus précisément, au Royaume-Uni, vient scinder l'Union Européenne ?

Le Royaume-Uni n'est pas à l'arbi de la montée du populisme dans le monde. Avec cette dernière vient une désillusion paradoxale : le populisme demande un retour aux années de gloire pré révolution silencieuse, aux années d'effervescence économique et de libéralisme, tout cela bien avant l'émancipation des femmes, des minorités culturelles et des communautés LGBT et évidemment, bien avant l'esprit de collaboration internationale qui a donné naissance à l'UE et les Nations Unies dans le milieu du 20^e siècle⁵. Il s'agit donc de la théorie du *cultural backlash*⁶. Le parti du *Leave*, soit le *UK Independence Party*, fait appel à la nostalgie d'un temps pré-UE il y a de cela plusieurs dizaines d'années, quand le parlement anglais de Westminster était souverain et que la politique était monopolisée par les hommes blancs anglo-saxons. Le populisme fait donc appel aux années où le Royaume-Uni était l'empire Britannique, avec sa production d'automobiles, une main d'œuvre infatigable et armé d'un secteur militaire dominant. Cette rhétorique, plaisant tout particulièrement aux hommes blancs plus âgés nés intra-muros, est la même pour tous les leaders populistes : Marine LePen, *au français pour les Français* et Donald Trump, *make america great again*⁷. Nous pouvons notamment expliquer la montée du populisme de Donald Trump par la présidence de Barack Obama : l'élection d'un président afro-américain, synonyme d'ouverture d'esprit et de progressisme, a pour réaction le *cultural backlash* d'une Amérique du Nord autrefois raciste et divisée par

¹Swati Dhingra, Ottaviano Gianmarco, John Van Reenen & Jonathan Wadsworth, « Brexit and the Impact of Immigration on the UK », CENTRE for ECONOMIE PERFORMANCE, consulté en ligne le 27 mars 2017, http://cep.lse.ac.uk/pubs/download/brexit08_book.pdf#page=50

²Swati Dhingra, Ottaviano Gianmarco, John Van Reenen & Jonathan Wadsworth, « Brexit and the Impact of Immigration on the UK », CENTRE for ECONOMIE PERFORMANCE, consulté en ligne le 27 mars 2017, http://cep.lse.ac.uk/pubs/download/brexit08_book.pdf#page=50

³Ibid.

⁴Ronald F. Inglehart & Pippa Norris, « Trump, Brexit, and the rise of populism : Economic Have-Nots and Cultural Backlash », de HARVARD Kennedy School,

consulté en ligne le 24 mars 2017, <http://wotantue.us/Trump-Brexit-Populism.pdf>

⁵Ronald F. Inglehart & Pippa Norris, « Trump, Brexit, and the rise of populism : Economic Have-Nots and Cultural Backlash », de HARVARD Kennedy School, consulté en ligne le 24 mars 2017,

<http://wotantue.us/Trump-Brexit-Populism.pdf>

⁶Ibid.

⁷Ibid.

l'esclavagisme et la ségrégation⁸. Dans le cas du Royaume-Uni, la collaboration internationale avec l'UE a pour réaction la nostalgie d'un temps où les Anglais ne pensaient qu'aux Anglais. Pour la plus vieille génération d'hommes occidentaux ayant vécu ce *golden age* nationaliste, libéraliste et fondamentalement patriarcal, le mouvement populiste est un mouvement auquel il est facile de se rattacher pour défendre leur prédominance culturelle et leur insatisfaction face au statu quo, tant aux États-Unis, au Royaume-Uni qu'en France. Ils cherchent donc, d'une certaine façon, à regagner ce pouvoir de dominance à l'échelle nationale⁹.

La thèse proposant le Brexit comme étant un *effet Boule de neige* de la montée du populisme se base bien évidemment sur des faits. Cette hypothèse trace un lien perturbant entre les données démographiques et le vote du *Leave*, soit l'âge, l'éducation et le sexe¹⁰. On montre que les électeurs du *Leave* sont à majorité des hommes blancs sans éducation supérieure, prônant des valeurs dites traditionnelles sur le multiculturalisme, la religion, la sexualité et la tolérance des nouveaux arrivants. L'insécurité économique influence beaucoup la frustration envers ces divers aspects, ce qui suggère aussi que les électeurs du *Leave* sont plus vieux et moins fortunés¹¹. Ceci vient donc valider la corrélation entre *Leave* et nostalgie¹². On remarque aussi que le camp du *Stay* est plus jeune et plus éduqué.

Que pouvons-nous retenir du discours politique populiste face à la position du Royaume-Uni dans l'Union Européenne ? Le UKIP¹³ prône d'une certaine

⁸Ibid.

⁹Ibid.

¹⁰Ronald F. Inglehart & Pippa Norris, « Trump, Brexit, and the rise of populism : Economic Have-Nots and Cultural Backlash », de HARVARD Kennedy School, consulté en ligne le 24 mars 2017, <http://wotantue.us/Trump-Brexit-Populism.pdf>

¹¹Ibid.

¹²Agust Arnorsson & Gylfi Zoega « On the Causes Of Brexit », CESifo WORKING PAPER No. 6056, consulté en ligne le 27 mars 2017, https://www.econstor.eu/bitstream/10419/147310/1/cesifo1_wp6056.pdf

¹³ **Commentaire de la rédaction:** Les partisans du Brexit ne sont pas tous du UKIP. Par ailleurs, une part de leur colère de base était légitime. L'appauvrissement touchait bel et bien plusieurs personnes. L'analyse du *Leave* est

façon, un retour en arrière. Le populisme, cynique et anti-étatique, s'oppose souvent aux institutions étatiques puissantes et interventionnistes ou encore aux entités supranationales comme l'ONU ou l'UE. Il va donc de soi que la montée du populisme au Royaume-Uni a une corrélation directe avec le désir de certains Anglais de quitter l'UE afin de tenter de retrouver les années de gloire tant vantées par les leaders populistes¹⁴.

Cette montée du populisme, caractérisée par une attitude hostile envers les minorités raciales et ethniques, les migrants, les musulmans et les réfugiés, expliquerait donc pourquoi à travers la présente crise des réfugiés, le Royaume-Uni a voté *Leave* le 23 juin 2016. *Leave* ne serait donc pas seulement un rejet envers l'Europe, mais envers toute instance étatique supranationale prônant la collaboration.

Le Brexit : la suite logique d'une implication gérée de la Grande-Bretagne depuis la naissance de l'Union Européenne

Le Brexit semble ainsi s'expliquer, tel qu'énoncé, par un mouvement populiste et un fort courant xénophobe qui ne semble effectivement pas unique à la Grande-Bretagne, mais partagé par de plus en plus de membres de l'Union Européenne. Or, cette tendance lourde à la xénophobie alimentée par un populisme grimpaçant peut-elle réellement expliquer, à elle seule, un phénomène aussi critique que le Brexit. Il semble plutôt que cette explication provienne aussi simplement du cours normal des choses considérant l'entrée timide et incertaine du Royaume-Uni dans l'Union Européenne. Dans cette optique, une perspective historique des relations entre le Royaume-Uni et l'UE semble ainsi pointer vers un ensemble d'indices annonçant une séparation éventuelle, voire tumultueuse, entre ces deux entités.

Dans un premier temps, en accord avec cette perspective et en effectuant un bref retour temporel, il est aisé de constater les rapports difficiles d'adhésion à

partiale et partielle se résumant au populisme. Fait indéniable certes, mais qui mérite nuance.

¹⁴Ronald F. Inglehart & Pippa Norris, « Trump, Brexit, and the rise of populism : Economic Have-Nots and Cultural Backlash », de HARVARD Kennedy School, consulté en ligne le 24 mars 2017, <http://wotantue.us/Trump-Brexit-Populism.pdf>

l'UE pour les Anglais. Sommairement, nous pouvons rapidement identifier plusieurs situations historiques illustrant ces rapports tumultueux. En effet, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Angleterre est réticente à rejoindre les débuts d'une alliance économique et politique européenne qu'elle perçoit comme une certaine alliance des vaincus, soit les pays européens n'ayant pas été en mesure de résister face aux Nazis; on craignait également déjà pour l'économie dans un souci d'assurer la pleine rentabilité des industries anglaises et l'emploi de travailleurs anglais.¹⁵ Néanmoins, en 1950, le Royaume-Uni se voit enthousiaste et très intéressé à l'idée de créer une communauté économique embryonnaire. Toutefois, puisque les discussions se voulaient axées sur plusieurs enjeux politiques qui allaient bien au-delà de l'aspect économique que le Royaume-Uni jugeait intéressant, ces derniers ont opté pour se retirer.¹⁶ Une décennie plus tard, devant la crainte de se retrouver isolé autour d'une puissante alliance européenne, le Royaume-Uni entame de bonne foi le processus d'adhésion à cette alliance devenue la Communauté Économique Européenne. Par contre, la France du général De Gaulle s'oppose farouchement à son adhésion.¹⁷ Ce n'est qu'après le passage de De Gaulle que le veto français est levé. Ce n'est donc qu'en 1973 que le Royaume-Uni a finalement la possibilité d'accepter de rejoindre la

¹⁵ Chloé Fabre, « Royaume-Uni et UE, plus de 40 ans de relations dévoilées », Taurillon (Jeune Européens-France), Consulté en ligne au <https://www.taurillon.org/Royaume-Uni-et-UE-plus-de-40-ans-de-relations-devoilees,05499>

¹⁶ Jolyon Howorth et Vivien Schmidt, "Brexit: What Happened? What is going on?", Politique étrangère, 2016 (4), consulté en ligne au http://www.cairn-int.info/article-E_PE_164_0123--brexit-what-happened-what-is-going-to.htm

¹⁷ Aurélie Rossignol, "Les relations mouvementées du Royaume-Uni avec l'Europe", Le Parisien, consulté en ligne au <http://www.leparisien.fr/espace-premium/actu/chronologie-les-relations-mouvementees-du-royaume-uni-avec-l-europe-18-02-2016-5558207.php>

Commentaire de la rédaction : *Les positions de De Gaulle sont plus complexes. Lui même, par ailleurs, était plutôt hostile au volet politique ou au recul de la souveraineté française dans la CE. Pour le Général, l'Angleterre était un "laquais" des ÉU.*

Communauté Économique Européenne¹⁸, qui constituera, des années plus tard, l'un des trois piliers de l'Union Européenne en compagnie de la Politique Étrangère et de Sécurité Commune (PESC) et la coopération policière et judiciaire en matière pénale. Ces difficultés à entrer dans cette communauté initiée par le veto ferme de De Gaulle sembleront refroidir à jamais l'enthousiasme et l'intérêt du Royaume-Uni envers une grande alliance européenne qui dépasserait le simple outil économique. Il faut souligner qu'à la suite du retrait du veto français, l'entrée même au sein de la CEE ne sera pas de tout repos. Ainsi, le *Labour Party*, alors à l'opposition, représentait une forte proportion de voix dissidentes à l'entrée dans la CEE et oblige rapidement la tenue de négociations pour voir à des conditions plus satisfaisantes pour le Royaume-Uni au sein de cette communauté, ce qui ne manqua pas de faire réagir d'autres pays membres qui n'accueillaient pas favorablement ces renégociations.¹⁹ Bien que compréhensibles pour les autres membres européens en raison des difficultés rencontrées par les Britanniques, ces demandes jetèrent un premier doute sur la pertinence de leur inclusion. Les frictions menant au Brexit ne faisaient alors que commencer.

Dans un second temps, l'enjeu économique en lien avec les relations de partenariat entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne était, très tôt, un enjeu des plus problématiques. De fait, à peine six ans après son arrivée dans ce qui n'était alors que la CEE, le Royaume-Uni mené par la Première-Ministre, Margaret Thatcher, demande, dès lors, de réviser sa participation au budget européen.²⁰ Armée de son célèbre « *I want my money back* », elle obtient finalement gain de cause en 1984, alors que le Royaume-Uni obtient une importante

¹⁸ Jolyon Howorth et Vivien Schmidt, "Brexit: What Happened? What is going on?", Politique étrangère, 2016 (4), consulté en ligne au http://www.cairn-int.info/article-E_PE_164_0123--brexit-what-happened-what-is-going-to.htm

¹⁹ Chloé Fabre, « Royaume-Uni et UE, plus de 40 ans de relations dévoilées », Taurillon (Jeune Européens-France), Consulté en ligne au <https://www.taurillon.org/Royaume-Uni-et-UE-plus-de-40-ans-de-relations-devoilees,05499>

²⁰ Caroline Politi, « Brexit : Pourquoi le Royaume-Uni n'est en fait jamais vraiment entré dans l'Europe », 20 minutes, consulté en ligne au <http://www.20minutes.fr/monde/1873363-20160626-brexit-pourquoi-royaume-uni-fait-jamais-vraiment-entre-ue>

baisse de contribution au budget européen, soit le 2/3 qu'elle récupérera sous la forme du rabais associé au fameux « chèque britannique ».²¹

Dans cette optique, le Royaume-Uni se sera opposé à plusieurs réformes économiques dès 1979. Ainsi, lorsque la communauté tente de mettre en place un système monétaire européen dont les taux de change ne devraient pas fluctuer au-delà ou en-deçà de 2,25%, le Royaume-Uni constate qu'il aurait avantage à se tenir loin d'une convergence monétaire avec le reste de l'Europe, puisqu'il réalise une importante part de son commerce avec les États-Unis et se voit donc le seul des neuf pays membres à décider de ne pas entrer dans ce système monétaire. Par la suite, le R-U, acceptera finalement de rejoindre ce système en 1990 pour mieux le quitter en 1992.²² Quelques années suite au premier refus d'intégration dans le système monétaire européen, le R-U doit faire face à l'éventualité logique de créer une monnaie unique pour l'ensemble des membres de la CEE devenue simplement la Communauté Européenne en 1965. Cependant, les Britanniques ne voyaient pas d'un bon œil cette monnaie unique pour leurs intérêts, puisqu'ils s'étaient économiquement beaucoup démarqués de leurs partenaires et que leur croissance semblait également beaucoup plus stable que celle des autres membres européens. Puisqu'ils ne seraient, en outre, plus en mesure de définir par eux-mêmes leurs taux directeurs ou d'avoir pleine autonomie sur la gestion, le remboursement ou encore le rachat de dettes publiques, ils refusent catégoriquement l'adhésion à une monnaie semblable pour tous les pays membres d'Europe.²³ L'année suivant ces négociations visant à l'établissement d'une monnaie unique, l'Union Européenne se concrétise suite au traité de Maastricht qui comportera une clause bien spéciale, permettant au R-U de conserver sa propre monnaie, la livre sterling, tout en étant membre de cette union. La possibilité pour le R-U d'adopter l'Euro reviendra régulièrement au sein de plusieurs débats publics, mais ce n'est qu'en 1997 que la possibilité semble réellement à nouveau sérieuse. De fait, une étude commandée par

le ministre britannique aux Affaires étrangères se penche sur la question de l'intégration de l'Euro au sein du R-U. Toutefois, l'opinion publique n'a jamais semblé favorable à cette possibilité, ce qui, combiné à la crise économique et éventuellement au retour des conservateurs au pouvoir, a définitivement enterré cette possibilité. Finalement, en 2014, même s'il était uniquement le 4^e contributeur économique loin derrière l'Allemagne, la France et l'Italie, le R-U n'a jamais semblé satisfait de cette position ou des 6,4 milliards reversés pour la croissance ou l'emploi qu'il jugeait trop faibles²⁴. Devant de telles mésententes économiques au fil du temps, dont certaines tout juste avant le Brexit, le Royaume-Uni ne pouvait de ce côté, selon sa perspective, que couper les ponts avec l'Union Européenne.

Finalement, bien au-delà du simple aspect économique et en lien, semble-t-il, avec leurs premières difficultés rencontrées durant le processus d'adhésion à la CEE, le Royaume-Uni n'a jamais véritablement entretenu une saine relation avec l'Union Européenne. En effet, il a continuellement fait à sa tête dans les différentes décisions de l'UE dans l'objectif de favoriser ses propres intérêts, parfois aux dépens de l'Union Européenne elle-même. Déjà, en 1985, le R-U refuse catégoriquement de signer les accords de Schengen qui permettaient la libre circulation, non seulement des biens, mais aussi des personnes sur le territoire européen. Il désire absolument contrôler les citoyens européens à leur arrivée sur le territoire²⁵, ce qui n'est pas sans rappeler, il est vrai, les discussions actuelles sur les migrants en sol britannique qui pourraient également découler de perspectives historiques. Le refus de signer les accords de Schengen n'était alors qu'une première dérogation majeure britannique. En fait, le R-U a toujours été un partenaire étrange priorisant ses intérêts sur plusieurs aspects, dont la libre circulation telle que mentionnée. Il a tout fait pour minimiser la portée politique de l'Union Européenne pour la restreindre le plus possible à une zone d'intégration économique. En ce qui a trait aux accords que l'on pourrait qualifier de « majeurs », le R-U a rejeté quatre d'entre eux. En plus des accords de Schengen, le

²¹Idem.

²² Sébastien Dumoulin, « Royaume-Uni – UE : histoire d'un couple économiquement mal assorti », Le Monde, consulté en ligne au http://www.lemonde.fr/economie/article/2011/12/13/royaume-uni-ue-histoire-d-un-couple-economiquement-mal-assorti_1617619_3234.html

²³Idem.

²⁴ Caroline Politi, « Brexit : Pourquoi le Royaume-Uni n'est en fait jamais vraiment entré dans l'Europe », 20 minutes, consulté en ligne au <http://www.20minutes.fr/monde/1873363-20160626-brexit-pourquoi-royaume-uni-fait-jamais-vraiment-entre-ue>

²⁵Idem.

Royaume-Uni a également rejeté l'union économique et monétaire, l'accord de justice et d'affaires intérieures (JAI) et la charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne.²⁶ Devant de tels refus, il est évident de constater le rapport ambigu qu'entretenaient les Britanniques en lien avec leur bon vouloir face à la réussite de l'Union Européenne. Le Royaume-Uni semblait donc toujours à la recherche d'un statut spécial lui permettant d'obtenir les avantages économiques que comportait son adhésion européenne, mais en gardant une autonomie inédite face à ses camarades européens qui ne voyaient pas toujours d'un bon œil ces dérogations répétitives favorisant les intérêts britanniques aux dépens parfois de ceux de l'Union Européenne en soi.²⁷ Une autre situation plus récente constitue un exemple probant de cette volonté autonome du Royaume-Uni qui va parfois aux dépens des intérêts de l'UE. Ainsi donc, en décembre 2011, le premier ministre britannique de l'époque, David Cameron, opte pour son droit de veto durant un conseil visant à proposer un traité qui renforcerait les lois sur les dépenses gouvernementales et comprenant des pénalités et sanctions pour les États ne respectant pas ces règles.²⁸ Ce veto voulant clairement signifier la priorité qu'accordait le R-U à ses propres intérêts individuels par cette action assurant une protection aux finances britanniques devant celle des autres a, une fois de plus, soulevé un certain tollé qui remettait une fois de plus en doute la bonne volonté du Royaume-Uni au sein de l'Union Européenne.²⁹ Le Brexit allait donc en ce sens où, historiquement, le R-U n'avait jamais vraiment été

autre qu'un partenaire plutôt dissident dans une Union Européenne cherchant une plus grande unité.

Conclusion

Pour finir, un phénomène aussi complexe et inédit qu'est le Brexit ne peut logiquement s'expliquer par une cause précise, mais plutôt par un ensemble de facteurs qui, mis côte à côte, ont fini par façonner la situation actuelle au Royaume-Uni et en Europe. Ainsi, il est vrai que le Brexit tire son origine d'un cours logique en lien avec ses relations mouvementées, voire tumultueuses, avec l'Europe de sa première demande officielle d'adhésion, jusqu'au moment où le peuple britannique a décidé qu'il en avait assez de cette union ; cette tendance jetant donc les bases d'une relation qui s'envenimera au cours des années. Ce serait cependant considérer la situation d'un regard bien fermé que de ne pas tenir compte d'autres éléments qui ont pu mener à cette séparation. De fait, expliquer le phénomène du Brexit par un simple lien de cause à effet historique est tout à fait logique, mais certainement incomplet. D'autres éléments devaient absolument entrer en ligne de compte, afin de porter ce coup de grâce à un équilibre de relations déjà fort fragile. Il s'avère, par conséquent, difficile, voire impossible, de passer outre la tendance xénophobe et populiste qui, bien que présente dans plusieurs pays d'Europe, a réussi à avoir un impact particulièrement marqué dans un Royaume-Uni déjà très fragile en ce qui a trait à ses relations avec l'Union Européenne. Bref, dans ce courant amené par des politiciens et porte-paroles populistes anglais, tel Boris Johnson, le simple fait d'exacerber les supposés problèmes qu'amènerait l'immigration pour une frange anglaise que nous qualifierons « de souche », et donc de faire à la fois vibrer la fibre nationaliste britannique, particulièrement en Angleterre, mais aussi à faire ressortir des peurs et des émotions, a, par la suite, dicté la suite des choses. Ce n'est donc que par un ensemble de facteurs divers, mais bien précis, que nous pouvons tenter d'expliquer la situation du Brexit qui est, qui plus est, si récente, que nous ne pouvons être en mesure de ne serait-ce que prévoir les impacts qui s'en suivront pour l'Europe et à l'échelle internationale dans les prochaines années. Une chose demeure certaine, le Brexit et ses conséquences n'ont certainement pas fini de faire les manchettes.

²⁶ S.A., « L'Union Européenne et le Royaume-Uni », France Diplomatie, consulté en ligne au <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/royaume-uni/l-union-europeenne-et-le-royaume-uni/>

²⁷ Laure Cometti, « Brexit : Le Royaume-Uni et l'Europe, histoire d'une vie de couple mouvementée », 20 minutes, consulté en ligne au <http://www.20minutes.fr/monde/1867419-20160620-brexit-royaume-uni-europe-histoire-vie-couple-mouvementee>

²⁸ Jolyon Howorth et Vivien Schmidt, "Brexit: What Happened? What is going on?", Politique étrangère, 2016 (4), consulté en ligne au http://www.cairn-int.info/article-E_PE_164_0123--brexit-what-happened-what-is-going-to.htm

²⁹ Idem.

Bibliographie

Bases de données

HOWORTH, Jolyon & SCHMIDT, Vivien, « Brexit : What happened ? What is going to happen ? » en ligne, p. 123-138, 2016, consulté en ligne le 25 mars 2017 sur CAIRN, http://www.cairn-int.info/article-E_PE_164_0123--brexit-what-happened-what-is-going-to.htm

Études et rapports

ARNORSSON, Agust & ZOEGA, Gylfi, « On the Causes Of Brexit », CESifo WORKING PAPER No. 6056, consulté en ligne le 27 mars 2017, https://www.econstor.eu/bitstream/10419/147310/1/cesifo1_wp6056.pdf

COMETTI, Laure, « Brexit : Le Royaume-Uni et l'Europe, histoire d'une vie de couple mouvementée », 20 minutes, consulté en ligne le 27 mars 2017 au <http://www.20minutes.fr/monde/1867419-20160620-brexit-royaume-uni-europe-histoire-vie-couple-mouvementee>

DHINGRA, Swati, GIANMARCO, Ottaviano, VAN REENEN, John & WADSWORTH, Jonathan, « Brexit and the Impact of Immigration on the UK », CENTRE for ECONOMIC PERFORMANCE, consulté en ligne le 27 mars 2017, http://cep.lse.ac.uk/pubs/download/brexit08_book.pdf#page=50

DUMOULIN, Sébastien, « Royaume-Uni – UE : histoire d'un couple économiquement mal assorti », Le Monde, consulté en ligne le 27 mars 2017 au http://www.lemonde.fr/economie/article/2011/12/13/royaume-uni-ue-histoire-d-un-couple-economiquement-mal-assorti_1617619_3234.html

FABRE, Chloé, « Royaume-Uni et UE, plus de 40 ans de relations dévoilées », Taurillon (Jeune Européens-France), Consulté en ligne le 27 mars 2017 au <https://www.taurillon.org/Royaume-Uni-et-UE-plus-de-40-ans-de-relations-devoilees,05499>

INGLEHART, Ronald F. & NORRIS, Pippa, « Trump, Brexit, and the rise of populism : Economic Have-Nots and Cultural Backlash », de HARVARD Kennedy School, consulté en ligne le 24 mars 2017, <http://wotantue.us/Trump-Brexit-Populism.pdf>

POLITI, Caroline, « Brexit : Pourquoi le Royaume-Uni n'est en fait jamais vraiment entré dans l'Europe », 20 minutes, consulté en ligne le 27 mars 2017 au <http://www.20minutes.fr/monde/1873363-20160626-brexit-pourquoi-royaume-uni-fait-jamais-vraiment-entre-ue>

ROSSIGNOL, Aurélie, « Les relations mouvementées du Royaume-Uni avec l'Europe », Le Parisien, consulté en ligne le 27 mars 2017 au <http://www.leparisien.fr/espace-premium/actu/chronologie-les-relations-mouvementees-du-royaume-uni-avec-l-europe-18-02-2016-5558207.php>

(S.A), « L'Union Européenne et le Royaume-Uni », France Diplomatie, consulté en ligne le 27 mars 2017 au <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/royaume-uni/l-union-europeenne-et-le-royaume-uni/>